



PRÉSIDENTIE FRANÇAISE
FRENCH PRESIDENCY

2019 MAI - NOVEMBRE
MAY - NOVEMBER
Conseil de l'Europe
Council of Europe



DP-YD/ETD (2019) 76 FR

Strasbourg, 11 juillet 2019



Nos droits, Notre vie

Message de la Semaine de la jeunesse ENTER!

Nous tous, jeunes et travailleurs de jeunesse originaires des États membres du Conseil de l'Europe et de plusieurs autres pays avons participé à la semaine de la jeunesse *ENTER!* pour discuter de **nos droits et de notre vie**, du 7 au 12 juillet à Strasbourg. Dans le cadre du 70^e anniversaire du Conseil de l'Europe, nous avons réfléchi sur nos expériences vécues et rédigé le présent message afin de souligner nos priorités et d'appeler les États membres à garantir la protection de nos droits.

Nos droits

Notre génération est attachée à la protection des droits humains, à la démocratie et à l'État de droit. Nous sommes en droit de jouer un rôle actif dans la construction de notre Europe et de notre planète aujourd'hui comme demain. Tous les jeunes doivent bénéficier d'un accès égal à leurs droits tels qu'ils sont reconnus par la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte sociale européenne, quels que soient par ailleurs leur milieu ou leur lieu de résidence. Nous déplorons qu'il n'en soit pas réellement ainsi dans la vie quotidienne de tous les jeunes : nombre d'entre eux – et plus particulièrement ceux venant de quartiers défavorisés – sont confrontés à des obstacles en matière d'accès à leurs droits sociaux.

Nos vies

Nos droits en la matière devraient être garantis et élargis. Les droits humains, en particulier les droits sociaux, sont menacés par les bouleversements économiques, sociaux, politiques et environnementaux. Il convient également de citer dans ce contexte la montée du populisme et des régimes autoritaires, la multiplication des discours de haine, la radicalisation et la méfiance à l'égard des institutions démocratiques, l'inaction face au

changement climatique, la discrimination croissante à l'égard des réfugiés et des migrants, ainsi que l'exclusion persistante des Roms et des Gens du voyage.

Bien que vivant dans des pays et des environnements très différents, nous sommes confrontés à bon nombre de défis analogues dans l'accès à nos droits. La réalité des jeunes est souvent déterminée par différents types de discrimination, une confiscation des droits et une marginalisation sur la base de l'âge, du sexe, de l'orientation et de l'identité sexuelles, du handicap, de la citoyenneté, de l'appartenance ethnique, de la religion et des convictions, de la langue ou du lieu de résidence.

Les défis en matière d'accès à nos droits incluent notamment les situations suivantes :

La participation significative des jeunes à la planification et à la gestion de leur environnement demeure une exception pour la plupart d'entre nous. Nous déplorons de ne pas être fréquemment pris au sérieux par les autorités de nos pays aux niveaux local, régional et national. Il n'est pas tenu compte de nos voix et nos idées au moment de prendre des décisions nous concernant. Nos libertés en matière d'organisation, de manifestation et de promotion d'un point de vue font l'objet de restrictions trop nombreuses.

Il nous est souvent difficile d'accéder à des emplois décents. De nombreux jeunes effectuent un stage non rémunéré, à moins qu'ils occupent un emploi précaire et mal rémunéré. L'incertitude économique pesant sur les jeunes limite leur accès à d'autres droits sociaux et a un impact sur leur bien-être physique et mental.

Nombreux sont les pays dans lesquels les systèmes éducatifs reposent sur des programmes scolaires et des méthodes pédagogiques obsolètes. Il arrive fréquemment que les droits humains ne soient pas enseignés. Faute d'un soutien financier suffisant et en raison des coûts cachés de l'éducation, beaucoup de jeunes ne sont pas en mesure de se concentrer entièrement sur leurs études. La qualité de l'orientation professionnelle est souvent médiocre et entachée de préjugés, et pour les plus défavorisés d'entre nous, les possibilités d'éducation et de formation complémentaires sont très limitées.

Pour beaucoup d'entre nous, les soins de santé de qualité demeurent inaccessibles en raison, dans de nombreux quartiers, du coût et de l'insuffisance de services adaptés aux jeunes. Le manque de services de santé mentale, reproductive et sexuelle constitue une grave préoccupation pour les jeunes.

Les jeunes subissent le manque de logements décents et abordables. Les prix des locations privées sont souvent trop élevés et les logements sociaux ou foyers d'étudiants manquent. Il en résulte qu'un trop grand nombre d'entre nous se retrouve par conséquent sans domicile fixe.

Il n'existe pas assez d'espaces publics inclusifs pour les arts, les sports et les loisirs, le travail socio-éducatif et l'éducation informelle, en particulier en milieu rural. Nous avons constaté en de nombreux endroits que les jeunes souffrent d'un manque d'informations et de services d'orientation s'agissant d'exercer leurs droits sociaux.

Nombreux sont les jeunes n'ayant pas accès à des services de transport accessibles, abordables et réguliers. De plus, le droit à la liberté de circulation n'est pas garanti à nous tous.

L'accès à nos droits est menacé par les effets destructeurs du changement climatique sur les moyens d'existence de nombreux jeunes et de leurs familles à travers le monde. Nous sommes très inquiets de l'absence de prise en considération de nos protestations et des liens entre droits de l'homme et problèmes environnementaux par les autorités.

Notre Europe, notre planète

Même si nous venons de pays et de milieu différents, nous partageons une conception commune de la vie digne dans une Europe inclusive et une planète viable. Aucun des problèmes auxquels nous sommes confrontés dans notre vie quotidienne ne revêt un caractère inéluctable.

Nous exigeons des États membres et de l'ensemble des autorités nationales, régionales et locales d'agir :

- en mettant intégralement en œuvre la Recommandation d'ENTER!¹ ainsi que les autres recommandations du Conseil de l'Europe relative à l'accès des jeunes à leurs droits ;
- en priant les autorités locales de se doter de mécanismes locaux de contrôle de l'application de la Recommandation d'ENTER! en faisant appel à la participation active des jeunes et des organisations de jeunesse ;
- en informant les jeunes de leurs droits et des moyens d'y accéder ;
- en proposant des services publics et une infrastructure accessibles à tous sans discrimination ;
- en soutenant les organisations et les travailleurs de jeunesse dans les efforts qu'ils déploient pour faire progresser nos droits ;
- en garantissant la participation des jeunes à la prise de décision démocratique et à toutes les sphères d'activité.

Nous **prions instamment** aussi le Conseil de l'Europe :

- d'accroître la pression sur les États membres pour promouvoir et mettre en œuvre la Recommandation d'ENTER! et les autres instruments pertinents en matière d'accès des jeunes à leurs droits ;
- de faire en sorte que tous les organes du Conseil de l'Europe intègrent la Recommandation d'ENTER! ;
- de surveiller la mise en œuvre et le suivi de la Recommandation d'ENTER! ainsi que des conclusions de la Semaine de la jeunesse ENTER! et de mettre en lumière les bonnes pratiques en la matière ;
- de soutenir et de renforcer le secteur Jeunesse du Conseil de l'Europe et d'organiser plus d'activités régulières telle que la Semaine de la jeunesse ENTER! ;
- de continuer à soutenir les animateurs socio-éducatifs, ainsi que les mouvements et les travailleurs de jeunesse, dans leurs efforts en faveur du renforcement de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit ;

¹ Recommandation CM/Rec(2015)3 sur l'accès des jeunes des quartiers défavorisés aux droits sociaux.

- d'inciter les autorités nationales, régionales et locales à faire participer les jeunes à l'ensemble des prises de décisions politiques, notamment en mettant en place des structures de cogestion ;
- de soutenir la mise en œuvre des Objectifs de développement durable.

Nous exigeons que tous les jeunes soient pris au sérieux et reconnus comme des participants actifs au processus de décision démocratique concernant l'ensemble de nos sphères d'activité. Nous les jeunes ne sommes pas seulement des acteurs de l'Europe de demain, mais aussi de celle d'aujourd'hui. Nous appelons le Comité des Ministres à prendre note du présent message – ainsi que des conclusions et des bonnes pratiques de la Semaine de la jeunesse ENTER! – et à agir en conséquence. Les jeunes et les organisations de jeunesse doivent être au cœur des efforts visant à forger un meilleur avenir pour nos droits, nos vies, notre planète !